

14 NOVEMBRE 1991. - Arrêté de l' Exécutif régional wallon relatif aux prises d' eau de surface potabilisable et aux zones de prise d' eau, de prévention et de surveillance.

CHAPITRE I. - Définitions.

Article 1. Pour l' application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° " décret " : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l' exploitation des eaux potabilisables;
- 2° " Ministre " : le Ministre ayant l' Eau dans ses attributions;
- 3° " administration " : la Division de l' Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l' Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- 4° " eau de surface potabilisable " : toute eau de surface ordinaire classée dans une zone de protection d' eau potabilisable établie en vertu de l' article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de ses arrêtés d' application;
- 5° " prise d' eau " : opération de prélèvement d' eau de surface potabilisable;
- 6° " installation de surface " : partie de l' ouvrage de prise d' eau potabilisable située en surface ainsi que le bâtiment la protégeant;
- 7° " gestionnaire du cours d' eau " :
 - a) la Région wallonne pour les cours d' eau navigables et non navigables de première catégorie;
 - b) la province pour les cours d' eau non navigables de deuxième catégorie;
 - c) la commune pour les cours d' eau non navigables de troisième catégorie.

CHAPITRE II. - Autorisation de prise d' eau.

Art. 2. § 1. L' autorisation de prise d' eau visée à l' article 2 du décret est nécessaire pour :

- 1° l' exploitation d' un ouvrage de prise d' eau;
- 2° la modification d' un ouvrage de prise d' eau;
- 3° la remise en service d' un ouvrage de prise d' eau après une période d' interruption continue d' au moins deux années.

Par dérogation à l' alinéa 1er, 3°, une prise d' eau interrompue avec l' accord de l' administration ne requiert pas l' octroi d' une nouvelle autorisation. Dans ce cas, l' administration doit être informée de la remise en service de l' ouvrage de prise d' eau.

§ 2. Les prises d' eau doivent satisfaire aux conditions minimales suivantes :

- 1° la qualité de l' eau de surface dans laquelle s' effectue le prélèvement doit être préservée;
- 2° la quantité d' eau prélevée dans une eau de surface doit être déterminée de façon telle que la prise d' eau ne compromette pas l' équilibre écologique et sanitaire de l' eau de surface;
- 3° la sécurité des personnes et des biens ne peut être affectée par les prélèvements effectués dans l' eau de surface potabilisable.

§ 3. L' autorisation de prise d' eau peut prévoir des dispositions adaptées aux cas d' espèce en vue d' atteindre les objectifs visés au § 2.

Art. 3. Les prises d' eau sont réparties en deux catégories.

La catégorie A comprend toutes les prises d' eau y compris celles réalisées par des personnes privées à l' usage exclusif de leur ménage, mais à l' exception de celles rentrant dans la catégorie B.

La catégorie B comprend les prises d' eau destinées à :

- 1° la distribution publique;
- 2° la consommation humaine;

3° la fabrication de denrées alimentaires;

4° l'alimentation des installations publiques de piscines, bains, douches ou autres installations similaires.

Art. 4. La demande d'autorisation doit être adressée à l'administration au moyen du formulaire délivré par celle-ci et prévu à l'annexe.

Cette demande comprend les renseignements suivants :

1° les nom, prénoms, profession, nationalité et adresse du demandeur si celui-ci est une personne physique; si le demandeur est une personne morale : la nature, la dénomination, la nationalité et l'objet social de celle-ci, les nom, prénoms et qualité du représentant, les adresses du siège social et du siège d'exploitation;

2° l'activité du demandeur;

3° l'emplacement de l'ouvrage de prise d'eau;

4° la date envisagée pour la réalisation de l'ouvrage de prise d'eau;

5° les caractéristiques techniques de l'ouvrage prévu :

a) nature du dispositif de prise d'eau;

b) dimensions de l'ouvrage;

c) capacité du réservoir éventuel;

d) dispositif prévu pour la mesure du volume d'eau prélevé;

e) dispositif prévu pour la prise d'échantillons.

Ces données sont reportées sur un plan à l'échelle 1/100 de l'ouvrage de prise d'eau;

6° le nombre maximum de mètres cubes à prélever par jour et par an avec la justification de l'utilisation de ce débit d'eau;

7° les périodes de prise d'eau;

8° l'usage de l'eau;

9° le lieu d'évacuation des eaux après usage;

10° une copie certifiée conforme du titre de propriété relatif aux biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire, ou l'engagement du propriétaire de vendre ou céder les biens immeubles concernés au demandeur, le cas échéant, sous la condition de l'obtention d'une autorisation de prise d'eau;

11° une attestation de conformité et un certificat d'étalonnage du dispositif de comptage;

12° un projet de délimitation de la zone de prise d'eau comprenant un plan dressé à l'échelle minimum de 1/100 où sont indiquées la situation et les limites de la zone concernée;

13° un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans la zone de prise d'eau;

14° un extrait de la matrice cadastrale mentionnant les noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans cette zone, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande;

15° si une zone de prévention est requise, un projet de délimitation de cette zone auquel sont joints :

a) une note explicative justifiant la proposition de délimitation et, le cas échéant, une description des moyens ayant servi à la délimitation de la zone de prévention;

b) un plan dressé à l'échelle minimum de 1/1000 où sont indiquées la situation et les limites des zones de prise d'eau et de prévention projetées;

c) un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans les zones de prise d'eau et de prévention projetées;

d) un extrait de la matrice cadastrale avec mention des noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans ces zones, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration

du Cadastre deux mois avant l' introduction de la demande;

e) un devis estimatif du coût d' établissement de la zone de prévention et des mesures projetées à l' intérieur de celle-ci.

Pour l' application de l' alinéa 2, 1°, le demandeur de nationalité étrangère doit élire domicile en Belgique.

Pour l' application de l' alinéa 2, 3°, l' emplacement doit être précisé par les coordonnées Lambert en vigueur à l' Institut géographique national, ainsi que par un extrait de la carte topographique à l' échelle 1/10000 sur lequel est indiquée la position de l' ouvrage de prise d' eau.

Pour l' application de l' alinéa 2, 5°, les caractéristiques doivent être reportées sur un plan de l' ouvrage de prise d' eau à l' échelle 1/100.

Art. 5. # 1. Lorsque la demande d' autorisation est complète, l' administration adresse au demandeur, par lettre recommandée à la poste, un accusé de réception dans les quinze jours de la réception de cette demande.

Si la demande d' autorisation est incomplète, l' administration en informe le demandeur dans le même délai et lui indique les documents ou renseignements manquants.

2. Le Ministre statue sur la demande, par arrêté motivé, dans les trois mois de l' accusé de réception.

Le Ministre peut proroger ce délai deux fois pour une même durée.

Le délai visé à l' alinéa 1er est prorogé de neuf mois lorsque l' Exécutif a entamé la procédure de constitution d' une zone de prévention non obligatoire, mais ne la poursuit pas jusqu'à son terme.

3. Par dérogation au § 2, dans le cas de demandes d' autorisation de prise d' eau pour lesquelles une zone de prévention est constituée, le Ministre statue, par arrêté motivé, dans le mois de l' arrêté visé à l' article 12.

§ 4. En l' absence de décision du Ministre dans les délais impartis, la demande est considérée comme rejetée.

Art. 6. Les arrêtés d' autorisation de prise d' eau visés à l' article 5 mentionnent les conditions à observer relatives notamment :

1° aux dispositifs de prise d' eau;

2° aux modalités de réalisation et d' équipement de l' ouvrage;

3° aux dispositifs de comptage des volumes, de mesure des niveaux d' eau et de prise d' échantillons dans l' ouvrage;

4° à l' utilisation de l' eau captée;

5° au volume d' eau maximal à prélever par jour et par an;

6° à la fréquence des relevés de comptage des volumes;

7° à la préservation des prises d' eau dans le voisinage;

8° à la sécurité publique;

9° aux mesures à prendre en cas de cessation de la prise d' eau.

L' administration est habilitée à contrôler le bon état des dispositifs de mesure; elle doit être informée de toute modification ou remplacement de ces dispositifs.

Le titulaire d' une autorisation de prise d' eau est tenu de communiquer à l' administration, au plus tard le 31 janvier de chaque année, le volume d' eau captée au cours de l' année précédente et généralement toute autre donnée se rapportant aux conditions d' autorisation et aux modalités d' utilisation de la prise d' eau.

Art. 7. Le Ministre peut, dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, permettre un dépassement déterminé du débit autorisé.

L' autorisation de prise d' eau est périmée si aucune prise d' eau n' est effectuée dans un délai de deux ans à dater de sa délivrance.

Art. 8. Toute révision de l' autorisation conformément à l' article 7 du décret est opérée conformément aux règles relatives aux conditions et formalités de délivrance des autorisations.

Une enquête publique préalable est organisée dans le cas où la modification proposée a pour effet de modifier, soit la zone de prévention établie autour de la prise d' eau, soit la réglementation des activités susceptibles d' y être exercées, ou de rendre nécessaire la délimitation d' une telle zone.

CHAPITRE III. - Zones de prise d' eau, de prévention et de surveillance.

Art. 9. La zone de prise d' eau est délimitée, côté terre, par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations de surface strictement nécessaires à la prise d' eau et, côté cours d' eau, par la limite de propriété du gestionnaire du cours d' eau.

Par dérogation à l' alinéa 1er, la délimitation de la zone de prise d' eau peut coïncider avec des repères ou des limites topologiques naturels ou artificiels tels que des voies de communication, des cours d' eau, des clôtures, des fronts de bâtisses ou des limites administratives telles que des sections cadastrales.

Dans cette éventualité, le Ministre peut, par arrêté motivé, imposer des mesures de protection supplémentaire.

Art. 10. Une zone de prévention doit être déterminée pour toute prise d' eau de la catégorie B.

Art. 11. La zone de prévention est constituée, d' une part, par la zone de protection visée à l' article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et, d' autre part, par deux zones adjacentes à celle-ci, d' une même longueur et d' une largeur mentionnée dans l' arrêté qui constitue la zone de prévention.

La largeur des zones adjacentes visées à l' alinéa 1er peut être variable.

Art. 12. Après l' enquête publique réalisée conformément à l' article 14, l' Exécutif prend un arrêté déterminant la zone de prévention et réglementant les activités dans cette zone; il en informe les communes concernées, la députation permanente du conseil provincial et toute personne ayant fait des observations au cours de l' enquête publique.

Art. 13. Après l' enquête publique réalisée conformément à l' article 14, l' Exécutif détermine la zone de surveillance et réglemente les activités dans cette zone; il en informe les communes concernées, la députation permanente du conseil provincial et toute personne ayant fait des observations au cours de l' enquête publique.

CHAPITRE IV. - De l' enquête publique.

Art. 14. Les projets de zones de prévention et de surveillance sont adressés par le Ministre, avec leurs annexes, aux communes sur le territoire desquelles s' étend tout ou partie des zones précitées.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège des bourgmestre et échevins ouvre une enquête de commodo et incommodo par l' affichage d' un avis indiquant l' objet de l' enquête. Cet avis est affiché pendant trente jours aux endroits ordinaires de l' affichage; simultanément, le collège en adresse copie par écrit, individuellement et à domicile aux propriétaires et principaux occupants des immeubles situés dans la zone ainsi qu' aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d' eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans la zone.

Pendant la durée de l' enquête, le dossier et les plans y annexés peuvent être consultés par tous les intéressés. Une copie de ces documents est remise contre paiement du prix coûtant, fixé par le collège des bourgmestre et échevins, aux personnes qui en font la demande.

Pendant le même délai, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un fonctionnaire délégué à cet effet recueille les observations écrites. A l' expiration de ce délai, il tient une séance où sont entendus tous ceux

qui le désirent et à l' issue de laquelle il est adressé un procès-verbal qui clôture l' enquête de commodo et incommodo.

L' administration communale renvoie le dossier au Ministre, dans le délai de dix jours à dater de la clôture de l' enquête, avec l' avis motivé du collège des bourgmestre et échevins.

CHAPITRE V. - Dispositions finales.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, pour les autorisations de prise d' eau existantes, les dispositions relatives aux zones de prise d' eau et de prévention n' entrent en vigueur qu' après trois ans.

Art. 16. Le Ministre ayant l' Eau dans ses attributions est chargé de l' exécution du présent arrêté.

Annexes.

Art. N. Annexes. FORMULAIRE DE DEMANDE D' AUTORISATION DE PRISE D' EAU DE SURFACE POTABILISABLE. <Annexes non reprises pour des raisons techniques. Voir MB 24/03/1992, p. 6145 à 6152>